

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 21/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE

Lieu-dit Les sablons
76530 YVILLE SUR SEINE

Références : UDRD.2022.06.CD.25.LL.BrJ.

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/06/2022 dans l'établissement CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE implanté Lieu-dit Les sablons 76530 YVILLE SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 28/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE
- Lieu-dit Les sablons 76530 YVILLE SUR SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0005801394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Le site est une carrière localisée dans la vallée de la Seine, sur la boucle d'Anneville-Ambourville, et qui extrait à sec puis sous eau, des sables et graviers provenant des formations alluviales anciennes. Actuellement, l'extraction est réalisée sous eau dans la partie du site correspondant à la phase 4 telle qu'autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2018 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- conformité du plan de gestion des déchets (PGD),
- gestion des zones de stockage des déchets d'extraction,
- mesure de protection de la biodiversité
- réalisation et surveillance du casier de confinement des déchets papetiers

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale
Plan de gestion des déchets – surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale
Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Lettre de suite préfectorale
Gestion et suivi des zones de stockage – banque de graines	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.3.4	/	Lettre de suite préfectorale
casier papetier – digues	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.3.7	/	Lettre de suite préfectorale
casier papetier – fond imperméable	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.3.7.2	/	Lettre de suite préfectorale
casier papetier – couverture	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.3.7.5	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets –quantité s	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.3.4	/	Sans objet
Existence d’une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Biodiversité – mares	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.6.1.3	/	Sans objet
Biodiversité – front de taille pour la nidification des hirondelles	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.6.1.3	/	Sans objet
Biodiversité – front de taille en bordure de mare	Arrêté Préfectoral du 12/12/2012, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les inspecteurs ont examiné le plan de gestion des déchets (PGD), conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières, et en particulier son article 16 bis. Quatre non-conformités mineures ont été relevées et nécessiteront une mise à jour du PGD ainsi que des éléments justificatifs de l'évaluation des risques formalisant l'absence de risque de perte d'intégrité de ces zones. Le suivi et la gestion des zones de stockage de déchets d'extraction devront également être améliorés.

Enfin, concernant le casier de confinement des déchets papetiers anciens, les travaux réalisés devront être justifiés dans un document dédié et une meilleure gestion des eaux pluviales devra être mise en oeuvre pour préserver la couverture du casier.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Les seuls déchets d'extraction produits et stockés sur le site de la carrière sont des stériles et des terres de découverte. En application de la circulaire du 22 août 2011, ils sont dispensés de caractérisation et sont considérés inertes. La quantité estimée de ces déchets au cours de l'exploitation est précisée dans le plan de gestion des déchets (PGD). L'inspection a relevé que l'article 8.3.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 14 novembre 2018 fait état d'une estimation d'un volume de découverte de 32 000 m ³ alors que le PDG précise un maximum de 50 000 m ³ . L'inspection note qu'il s'agit d'estimations qui devront être affinées dans le PGD au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation (seule la phase 5 n'était pas encore découverte le jour de l'inspection).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets –quantité s

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, phase de découverte
Prescription contrôlée : Le volume total de terre à décaper est estimé à près de 32 000 m ³ dont 5 300 m ³ sont issus de l'exploitation des phases 1a et 2 et stockés sur la parcelle B-191 en bordure de la piste. Une partie des terres de recouvrement est utilisée pour confectionner le merlon périphérique en bordure des phases 1b et 2, sur la bande de 50 m à l'ouest du site. Le reste est stocké de manière provisoire en périphérie de chaque phase exploitée, jusqu'à la remise en état. Ce stockage ne doit pas présenter de risque d'effondrement d'une verse, et ne doit pas être source de nuisances, L'exploitant propose des solutions le cas échéant afin de les limiter (limitation de la hauteur des tas notamment).
Constats : Le stockage sur la parcelle B191 n'existe plus. Une partie des déchets a été utilisée pour la couverture finale du casier de déchets papetiers (édifié en 2021). L'autre partie a été commercialisée car de bonne qualité. L'inspection a observé un merlon le long de la RD 45 en bordure de phases 1b et 2. Ce merlon est un merlon paysager pérenne et ne constitue pas un stockage de déchets inertes. L'inspection a constaté que les stocks de stériles et de terre végétale (sablon humifère) du site étaient regroupés en bordure de la phase 4 actuellement en cours d'extraction. (cf. détail infra)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.
Constats : Les inspecteurs ont observé : - un stock unique de stériles en bordure de phase 4 actuellement en cours d'extraction. ; - un stock de sablon humifère (« terre végétale ») qui a été déplacé lors des travaux de préparation de la phase 4 et qui est accolé à la partie est du stock de stériles ; - un second stock de sablon humifère, distinct, placé sur la phase 1a dont une partie est en cours de remise en état.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : L'inspection n'a pas relevé de trace d'instabilité sur les stocks présents. L'exploitant a précisé que les stocks ont été constitués par un terrassier en sous-traitance pour profiter de son expertise. De plus, les stériles, constituant le stock le plus haut, sont constitués de sables mélangés à des argiles, qui présente une bonne cohésion. Enfin les stocks sont éloignés de plus de 100 m des limites de propriété et aucun cours d'eau n'est identifié à proximité. Toutefois aucune évaluation du risque de perte d'intégrité susceptible de conduire à un accident majeur n'est formalisée. Demande n° 2022-06/01 : L'exploitant justifiera, au plus tard sous un délai de 2 mois, l'absence de risque de perte de stabilité des stockages de déchets d'extraction, sous la forme d'une évaluation réalisée conformément à la méthode décrite à l'annexe VII de l'arrêté du 19 avril 2010 tel que requis par l'article 11.5 de l'arrêté du 22/09/94. Cette évaluation, s'appuyant sur l'étude de danger, doit rester proportionnée aux enjeux et intégrer les facteurs prévus dans cette annexe (taille et caractéristiques de l'installation, topographie du site, l'angle d'inclinaison de la pente du stockage, la capacité d'accumulation des eaux à l'intérieur du stockage...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Le plan de gestion des déchets mentionne un « talutage selon les règles de l'Art ». L'exploitant a précisé les stocks ont été constitués par un sous traitant spécialisé (terrassier). Il a indiqué qu'un contrôle visuel des stocks était effectué par le chef de carrière lors de sa ronde quotidienne. L'inspection a noté que ce contrôle n'était pas tracé par écrit mais que les stocks étaient situés à proximité de zones en cours de travaux, donc observables facilement. L'inspection n'a pas observé de trace d'instabilité des stockages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGD contient des éléments relatifs à l'impact des zones de stockages sur l'environnement et la santé humaine et les mesures de prévention mises en place. Sur place l'inspection a observé le croûtage de surface du tas de stériles (sables argileux) et la végétalisation des stocks de sablons humifères.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant a présenté une modalisation 3D des stocks de déchets inertes, datée du 2 décembre 2021. Le volume du stock de stériles (y compris les sablons humifères accolés à l'est du tas) est de 22 791 m ³ . Le volume du stock de sablons humifères distinct est de 5 400 m ³ .
Demande n° 2022-06/02 : L'exploitant calculera de manière distincte le volume de sablons humifères accolé au stock de stériles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : L'exploitant a présenté un plan d'exploitation, daté de décembre 2021, sur lequel sont localisés les stocks de déchets inertes conformément aux observations de terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – lieu d’implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Dans le recensement des zones de stockage des déchets d'extraction (page 5), le PGD recense des « merlons de sécurité positionnés au sommet des fronts de taille et constitués de stériles de gisement » ainsi qu'un « merlon paysager périphérique aux abords des zones habitées situées à l'ouest ». Ces merlons, constitués avec du gisement et non des stériles, ont une utilisation (sécurité, paysagère) et ne sont donc pas des zones de stockage de déchets d'extraction temporaire. L'exploitant doit ainsi corriger le PGD pour ne faire référence qu'aux lieux d'implantation des déchets d'extraction. Demande n° 2022-06/3 : L'exploitant corrigera le PGD, au plus tard sous un délai de 2 mois, pour ne faire référence qu'aux zones de stockage des déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le PGD contient la description du procédé générant les déchets d'extraction (décapage) et leur destination finale (valorisation lors de la remise en état).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
Constats : Le PGD indique que la procédure de contrôle et de surveillance vis-à-vis de la santé et de l'environnement est « sans objet » alors que l'exploitant a signalé à l'inspection, le jour de la visite, que la ronde quotidienne du chef de carrière incluait les zones de stockage des déchets d'extraction. Demande n° 2022-06/4 : L'exploitant mettra en cohérence le PGD, au plus tard sous un délai de 2 mois, et ses pratiques de surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD ne précise pas les modalités de remise en état des zones de stockage de déchets d'extraction. L'exploitant a indiqué que ces modalités sont incluses dans celles de remise en état de la carrière en fin d'exploitation.
Demande n° 2022-06/5 : L'exploitant complètera son PGD, au plus tard sous un délai de 2 mois, pour intégrer les modalités de remise en état des zones de stockage des déchets d'extraction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – banque de graines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, terre de découverte
Prescription contrôlée : La terre de découverte (= humus constitué de la partie superficielle du sol) qui contient les débris végétaux, les banques de milieux (graines, rhizomes, oignons, ...) et la plupart des racines (sol noir) sur une épaisseur d'une dizaine de centimètres sera stockée en couche fine (maximum 50 centimètres) ou régalée sur des terrains à remettre en état immédiatement afin que ces éléments restent vivants et actifs. Si elle contient une banque de graines, elle doit être manipulée hors période de végétation et immédiatement installée pour pouvoir s'exprimer sans interruption (transplantation du milieu).
Constats : La terre de découverte (sablons humifères) est stockée à deux endroits en bordure de phase 4 (cf. supra) : - un tas dédié ; - un tas dans le prolongement du stock de stérile.
Les inspecteurs ont observé : - que le tas ne contenant que de la terre végétale présentait une épaisseur de plusieurs mètres par endroits ; - que le tas situé en prolongement du stock de stériles recouvrait partiellement (à moitié) ce dernier ce qui est contraire à l'obligation de « ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles » prévue par l'article 10.1 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié.
Demande n° 2022-06/6 : L'exploitant corrigera, au plus tard sous un délai de deux mois, sa pratique de stockage des terres végétales (sablons humifères) pour stocker ces dernières de manière séparée des stériles et respecter une épaisseur minimale de 50 cm.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Biodiversité – mares

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.6.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, création de mares
Prescription contrôlée : Des mares sont aménagées, dans les phases d'exploitation 1a et 4, afin d'obtenir une diversité de milieux favorables à la reproduction de certaines espèces, notamment de batraciens (crapaud calamite en particulier). Leur surface n'excède pas 100 m ² chacune. L'aménagement de ces mares nécessitera la mise en place d'un fond argileux, prélevé dans le stockage des stériles (composés en partie de niveaux argileux non valorisables). Le fond des mares ne se situe pas en dessous de la cote altimétrique + 5 m NGF, afin de ne pas être en relation avec la nappe sous-jacente (située à + 2 m NGF). Ces mares peuvent être qualifiées de temporaire, dans la mesure où, en période estivale, elles pourront être « à sec ».
Constats : L'inspection a observé la présence de deux mares en eau dans la partie déjà remise en état de la phase 1a, et a vérifié sur un plan topographique que leur cote était au niveau +7 m NGF. L'exploitant a également précisé que deux autres mares avaient été créées sur cette zone. L'exploitant a signalé l'entretien important des mares pour constituer un milieu favorable au crapaud calamite (retrait des saules réalisé et des roseaux à venir). La mare au niveau de la phase 4 n'est pas encore aménagée puisque cette phase est encore en cours d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Biodiversité – front de taille pour la nidification des hirondelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.6.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, préservation des habitats favorables à l'hirondelle de rivage
Prescription contrôlée : L'exploitation est organisée de façon à laisser en permanence des fronts de taille susceptibles d'être colonisés par l'Hirondelle de rivage. Plus précisément, du mois de mars au mois de septembre de chaque année, au moins un front de taille est laissé en place pour permettre la nidification de l'espèce. L'exploitation de ce front de taille ne se fera qu'après le départ des hirondelles. En outre, la phase 4 fait l'objet d'un aménagement spécifique qui consiste à conserver une partie décaissée en limite de phase pour laisser en l'état un front de taille sur au moins 50 m de long, afin de permettre à l'espèce de nicher durablement aussi bien pendant l'activité de CEN qu'après sa fermeture.
Constats : L'inspection a observé la présence d'un front libre au niveau de la phase 3 au nord du site (dont l'extraction est achevée). L'exploitant a précisé que les hirondelles de rivages appréciaient les fronts récents et qu'elles avaient niché en 2022 sur un front « frais » de la carrière voisine ainsi que sur un stock de matériaux au niveau de la phase 3 du site. L'exploitant a indiqué qu'un front dédié sera créé lorsque l'extraction de la phase 4 actuellement en cours le permettra.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Biodiversité – front de taille en bordure de mare

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/12/2012, article 6
Thème(s) : Autre, dérogation espèces protégées
Prescription contrôlée : A la fin de l'exploitation de la carrière, un front sableux sera conservé en bordure de la mare à créer
Constats : L'exploitant a confirmé qu'il prévoyait le maintien d'un front sableux pérenne d'une cinquantaine de mètres à l'interface des phases 3 et 4 (à la fin de l'exploitation de cette dernière), et la création d'une mare au même endroit. La phase 4 ayant débuté en 2022, la création de la mare et du front sera réalisé dans plusieurs années selon les dires de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : casier papetier – digues

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement du casier de confinement des déchets papetiers
Prescription contrôlée : En vue de l'exploitation du gisement situé sous les déchets de l'ancienne carrière, l'exploitant prévoit de déblayer ces déchets (étendus sur près de 12 ha) pour les confiner définitivement sur une surface plus restreinte de 4 ha au sein même du périmètre autorisé au sud-est du site, au droit de l'ancienne zone d'exploitation de matériaux. Le volume de déchets à déplacer est estimé à 150 000 m ³ . Pour pallier tout risque de contamination des eaux, les déchets papetiers in situ de l'ancienne carrière (phase 4) sont confinés dans un casier étanche en les encapsulant dans de l'argile : 1°) sous les déchets : en fond de fouille pour éviter tout écoulement depuis ces déchets, 2°) en recouvrement : pour éviter l'infiltration des eaux météoriques au sein des déchets, 3°) latéralement : pour éviter tout épanchement et toute infiltration. Une couche de sablon limoneux est mise en place en recouvrement final pour favoriser l'intégration écologique (milieu silicicole) et paysagère. L'argile est disposée en fond de fouille au-dessus de la cote + 8,00 m NGF, sur une épaisseur d'environ 1,00 m. Les déchets dans le casier de confinement sont au plus bas à la cote + 9,00 m NGF. La cote maximale du casier de confinement est de + 20 m NGF.
Constats : L'exploitant déclare que le volume de déchets papetiers a été sous-estimé d' <u>environ</u> 30 % dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter, et s'est finalement avéré être d'environ 233 400 m ³ . Aussi les cotes et le profil du casier ont été revus pour pouvoir confiner l'ensemble du volume de déchets papetiers sur le site de la carrière (casier bombé). L'exploitant déclare avoir terrassé 1,5 m plus bas que ce qui était prévu dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter. Le plan de cubature du fond de casier établi le 29/07/2021 fait état que les déchets dans le casier de confinement sont entreposés au plus bas à la cote d' <u>environ</u> 8 m NGF, la couche d'argile étant disposée en fond de fouille à la cote d' <u>environ</u> 7 m NGF sur une épaisseur d'1 m. Le plan topographique établi le 02/12/2021 précise que la cote au plus haut du dôme du casier de confinement est de 20,61 m NGF. L'inspection a constaté sur le terrain que le casier a été recouvert d'une couche de sablon limoneux pour favoriser son intégration écologique (milieu silicicole) et paysagère. Néanmoins des ravines importantes sont observées sur les flancs du casier suite au ruissellement des eaux.
Demande n° 2022-06/7 : L'exploitant reprofilera et recompactera la couche de sablon limoneux sur les flancs côté Ouest et Est du casier de confinement des déchets papetiers, au pied de la digue, pour éviter la formation de ravines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : casier papetier – fond imperméable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.3.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Étanchéité du casier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La barrière de sécurité passive (BSP) équivalente sera constituée par une couche de 1 mètre de matériaux compactés de perméabilité inférieure à 1.10⁻¹⁰ m/s. La couche de 1 m d'argile est remontée (redan) sur 2 m de hauteur sur les flancs (cf. figure ci-dessous).</p> <p>La couche de 1 m de matériau de perméabilité inférieure 1.10⁻¹⁰ m/s sera constituée par les sables limoneux et argileux limoneux qui auront été découverts pour la constitution du casier. Des contrôles de compacité (densité et teneur en eau) et de perméabilité sont effectués pour s'assurer de l'homogénéité de la mise en place. Si nécessaire, un géo-synthétique bentonitique est mis en place sur les flancs intérieurs des digues afin d'assurer une étanchéité latérale satisfaisante. Le géo-synthétique bentonitique sera ancré en tête de digue dans une tranchée d'ancrage (avec fer d'ancrage). En fond d'alvéole, le géo-synthétique bentonitique sera positionné entre le flanc de la digue et le redan de 2 m de haut de la couche argileuse peu perméable (BSP) reconstituée afin d'assurer un isolement hydraulique</p>
<p>Constats : L'exploitant déclare que la barrière de sécurité passive a été constituée de 3 couches de matériaux argileux d'environ 35 cm chacune. Des essais par perméabilité réalisés par un bureau d'étude agréé en août 2021 et octobre 2021 ont conclu à une perméabilité comprise entre :</p> <ul style="list-style-type: none">- 8,2.10⁻¹⁰ et 8,5.10⁻¹⁰ m/s pour la couche en fond du casier ;- et entre 8,5.10⁻¹⁰ et 9,2.10⁻¹⁰ m/s pour la partie supérieure (couverture casier). <p>L'exploitant déclare qu'un géo-synthétique a été mis en place sur les flancs intérieurs des digues, avec une tranchée d'ancrage en tête de digue et un redan de 2 m en pied de casier.</p>
<p>Demande n° 2022-06/8 : L'exploitant établira un document de synthèse pour la réception du casier de confinement des déchets papetiers, justifiant l'ensemble des dispositions de l'article 8.3.7 (et des sous-articles associés) annexées à l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2018 relatives à ses caractéristiques techniques (et notamment la nature et épaisseur des matériaux utilisés pour l'étanchéité et couverture du casier, compacité, perméabilité, pente). L'ensemble des justificatifs, essais, rapports et photos de chaque étape du chantier sera annexé au rapport. Le plan de récolement final de la couverture sera également joint.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : casier papetier – couverture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.3.7.5
Thème(s) : Risques chroniques, couverture du casier
Prescription contrôlée : Le modelé final présente un dôme, d'une altitude maximale de + 20 m NGF avant tassement. La pente minimale du modelé final est comprise entre 2 et 8 %, avec en aval un maximum à 9 %. Cette pente permet, après tassement des déchets (estimé de l'ordre de 2 à 3 %), de garantir une pente minimale évitant ainsi la formation de points bas..
Constats : L'exploitant déclare, sur la base des relevés topographiques réalisés au fur et à mesure de l'exécution des travaux, que dôme du casier présente une pente de 5 % et que la couverture du casier est constituée, de bas en haut : <ul style="list-style-type: none">- de deux couches de 25 cm chacune avec une perméabilité testée à 10-10 m/s ;- d'une couche de 50 cm de matériaux limoneux avec une perméabilité à 10.-8;- d'une couche de 40 cm de sablons pour la reprise de la pelouse silicicole ;- d'une noue d'évacuation des eaux pluviales côté ouest du casier. <p>L'inspection a observé, lors de la visite terrain, une noue d'évacuation côté Ouest du casier, mais pas côté Est où des ruissellements sont constatés, et provoquant par endroit des ravines importantes.</p> <p>Demande n° 2022-06/9 : L'exploitant créera une noue d'évacuation des eaux pluviales de ruissellement côté Est du casier. Cette noue sera collectée à un exutoire avant infiltration dans le milieu naturel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale